

Zimbabwe : Perestroïka sans glasnost

APRÈS avoir tenu une position originale durant l'année 1990 en niant à la face du monde occidental les bienfaits de la démocratie pluraliste et de l'économie de marché, le Zimbabwe est rentré dans le rang en renonçant à légaliser le parti unique et en adoptant un plan d'ajustement structurel concocté par la Banque mondiale (1). Le président Mugabe qui, naguère encore, montrait à l'Afrique une autre voie que celle « dictée par l'impérialisme » a renoncé à faire de son pays ce que sont Cuba à l'Amérique et le Vietnam à l'Asie. Est-ce pour autant, avec l'évanouissement du bloc de l'Est, la fin d'un des modèles dirigistes, centralisateurs et autoritaires ? Ce qui se passe au Zimbabwe depuis le début de 1991 ne va pas dans le sens de cette hypothèse. Tout, ou presque, porte à croire que si l'habillage des programmes a effectivement abandonné le style inspiré autrefois par Moscou, la pratique du pouvoir demeure inchangée.

Ce fameux multipartisme, symbole aigu d'un réajustement politique de l'Afrique, accepté à contrecœur par les autorités de Harare et pour lequel Robert Mugabe reçut, entre autres, les féli-

citations de George Bush, ne ressemble en fait que de fort loin à un système d'élections vraiment compétitives. Tout le monde s'entend d'ailleurs sur place pour dénommer la situation de « *de facto one party state* ». Il s'agit d'une variante du parti dominant à la mexicaine (ou à l'allemande de l'Est d'il y a peu) qui aurait en commun avec ce modèle bien connu le fait que d'autres partis que celui au pouvoir depuis presque toujours peuvent participer aux élections à condition de ne pas tenter de les gagner et comme différence qu'ici, les partis d'opposition ne sont pas rémunérés par le gouvernement mais doivent (selon les versions) soit compter sur leurs propres forces, soit émarger auprès d'un gouvernement étranger (Afrique du Sud).

Les quelques remarques qui suivent visent à préciser les conditions réelles de la compétition politique au Zimbabwe à un moment où les propos conciliants des autorités du pays détournent l'attention vers les transformations économiques et les ambitions du très libéral (mais aussi atypique) ministre des Finances Bernard Chidzero comme candidat au secrétariat général de l'ONU. Il convient de rappeler qu'aujourd'hui autant qu'hier toute activité est dominée par la fusion du parti et de l'État. Que cette structure est immergée dans une culture politique « paroissiale », c'est-à-dire limitant l'horizon des enjeux à ceux du

(1) Les observations de terrain contenues dans cet article ont été possibles grâce à une mission qui a bénéficié de l'aide du Centre de recherches, d'échanges et de documentation universitaire (Harare) et de la Maison des sciences de l'homme d'Aquitaine.

village de telle sorte qu'il est à peine exagéré de dire qu'il ne se trouve guère que les quatre mille étudiants de l'université pour adopter des comportements de citoyens, protester et dire qu'ils ne sont pas d'accord. Alors, quand tous les espoirs sont tournés vers le redressement attendu pour 1995 grâce au plan d'ajustement structurel, il faut se demander si la libéralisation économique a une chance de réussite sans une authentique libéralisation politique. Il ne s'agit pas ici de trancher, ni de présumer une relation causale entre libéralisme politique et développement économique, mais de rappeler simplement que la démocratisation du système est encore à venir et que les jeux de mots et de symboles ne suffiront pas à faire disparaître l'apathie politique dans laquelle s'enfoncent de plus en plus la population tandis qu'augmente la frustration d'une jeunesse entassée dans les réserves et les *townships*.

Une opposition harcelée

A Gweru, samedi 18 mai 1991, une centaine de délégués du parti d'opposition ZUM (*Zimbabwe Unity Movement*) s'étaient rassemblés dans une salle d'un grand hôtel pour y tenir une réunion inter-provinciale. La police anti-émeute fit irruption, stoppa le meeting et embarqua dans trois camions cent treize membres du parti, y compris la direction. Patrick Kombayi, figure de proue du parti qui avait échappé à la rafle, se rendit au siège de la police pour protester en faisant valoir le caractère illégal de l'affaire. Il fut arrêté à son tour.

Le lundi suivant, tout le monde fut enfin libéré de la prison de Whawha, non sans avoir versé une caution. La réunion du ZUM avait

quand même eu lieu ; mais en prison, comme aux temps héroïques d'avant 1980. Suivit un épisode qui, de l'extérieur, donna une grande impression de confusion : les membres de la direction présents à Whawha firent voter la destitution du chef du mouvement, Edgar Tekere, et lui désignèrent un successeur. Quelque temps plus tard, Tekere contre-attaqua en obtenant la suspension des huit « dissidents ». Le temps passa et lors des élections locales d'août, le ZUM se trouva fort éclaté et affaibli. Il renonça à présenter de nombreux candidats et essuya un lourd échec.

Voici pour le côté politique ; mais au Zimbabwe, le droit a aussi son mot à dire. Après requête des plaignants, il fut convenu que l'intervention de la police était parfaitement illégale et les poursuites furent finalement abandonnées contre les malheureux congressistes. Personne dans la police n'eut apparemment de comptes à rendre.

Affaire classée... Tout comme semble classée la fusillade qui éclata durant la campagne électorale du même Kombayi en 1990. Celui-ci avait eu l'audace de briguer le siège de député du numéro deux du régime, Simon Muzenda. On put lire alors que ceux qui abattirent un des adjoints de Kombayi et laissèrent ce dernier pour mort appartenaient à la CIO (police politique). Fort heureusement, le recours à la violence physique est rare ; le harcèlement administratif telle que l'annulation de cette réunion à Gweru suffisent généralement à casser l'élan des adversaires du parti au pouvoir qui cherchent à le contester par la voie légale.

D'ailleurs, si le ZUM n'existait pas, la police politique devrait l'inventer. Il incarne une opposition radicale que des péripéties toujours

renouvelées tournent souvent en ridicule. En 1990, Tekere ne trouvait rien de mieux comme allié que la *Conservative Alliance of Zimbabwe*, c'est-à-dire les anciens supporters de Ian Smith ! En 1991, face à des accusations, il nie avoir reçu de l'argent de l'Afrique du Sud... mais tient à ajouter qu'il ne refuserait pas une telle offre si elle lui était faite.

Alors, s'insinue et s'incruste une vision totalement négative de cette opposition en particulier et de toute opposition en général. A force de dire et de convaincre — grâce à des arguments qui ne sont pas toujours dénués de fondements — que cette opposition est peu crédible, qu'elle n'a pas d'alternative sérieuse à proposer, qu'elle est manipulée de l'extérieur, le gouvernement et sa presse participent au renforcement d'une culture politique « paroissiale », centrée sur l'instrumentalisme des intérêts locaux et attisant la méfiance et la haine à l'égard de ceux qui tenteraient de se lancer dans une entreprise politique en dehors du cadre omniprésent et étouffant du parti-État. La seule dimension expressive positive qu'autorise le centralisme démocratique zimbabwéen est la loyauté sans faille à la ZANU (PF) et au couple présidentiel, Robert Mugabe et Amaï Sally.

Aussi, ce qui fait problème avec le ZUM, c'est qu'il ne s'agit pas seulement des déboires d'un parti d'opposition aux objectifs ambigus et à la direction brouillonne, mais bien qu'il constitue la seule et unique opposition tant soit peu orga-

nisée existant dans le pays. Sa fragilité entraîne l'inexistence d'un débat public sur les grandes orientations de ce pays. Quelque soit la part de l'action occulte du gouvernement pour affaiblir l'organisation de partis d'opposition, le fonctionnement actuel du système politique souffre de l'absence de projets et de débats contradictoires qui seraient la base de l'intérêt pour la politique chez les citoyens, dans une conception expressive du moins... Les seuls débats autorisés, et il en existe de nombreux, doivent se situer en dehors d'une compétition partisane qui pourrait déclencher les mécanismes d'une alternance. La parole est libre — étonnamment même — dans la presse spécialisée ou les cercles universitaires. Ce sont des lieux fermés que ne fréquente pas le commun des citoyens.

Les discussions qui importent pour la direction du pays ont lieu au sein des instances dirigeantes du parti au pouvoir, à huis clos et seules des indiscretions plus ou moins orientées permettent d'avoir une vague idée de l'opinion des dirigeants. Toutes les positions semblent pouvoir être tenues au bureau politique, y compris celles pour lesquelles sont combattus les opposants officiels. Et les revirements de politique générale de ces douze mois consistent pour la plupart en l'application, par le parti vainqueur, du programme du parti qui fut vaincu lors des élections de 1990 : passage à l'économie de marché, renonciation à la législation du parti unique, etc. (2). La « perestroïka » donc ; mais sans la « glasnost » !

Compétition au sein du parti-État

Compte tenu du cours nouveau régnant désormais à Harare, princi-

(2) Ceci permettant d'élargir aux systèmes peu compétitifs le postulat d'Anthony Downs selon lequel les partis formulent des programmes pour gagner les élections mais ne cherchent pas à conquérir le pouvoir pour appliquer des programmes.

palement marqué par l'annonce de l'abandon du socialisme comme idéologie d'État et la proclamation des bienfaits du capitalisme (3), deux questions importantes se posent. Pourquoi le pouvoir en place demeure-t-il aussi dirigiste et autoritaire ? Et, corrélativement, la faiblesse de l'opposition a-t-elle pour unique cause le harcèlement gouvernemental ?

Pourquoi, par exemple, est maintenu le ministère des Affaires politiques dont la fonction est de financer avec l'argent des contribuables l'infrastructure et le nombreux personnel du parti au pouvoir ? (4) Parce que ce parti a gagné les élections répond le ministre Didymus Mutasa, qui s'empresse d'ajouter que le programme de suppression d'emplois publics prévu dans la mise en œuvre du plan d'ajustement structurel ne touchera pas ses services. Quant à son confrère, le ministre de la Fonction publique, il invite à la démission les fonctionnaires qui ne seraient pas d'accord avec le parti.

Pourquoi le code du « *leadership* » qui interdit aux élus de profiter de leur position pour s'enrichir est-il ouvertement transgressé par de nombreux ministres ? Pourquoi la relance d'une nécessaire réforme agraire passe-t-elle par la menace d'expropriations alors que le rachat des terres peut tout aussi bien s'effectuer selon des formes contractuelles classiques garanties par la constitution ? Pourquoi les franchises universitaires sont-elles supprimées par une nouvelle charte qui place enseignants, étudiants et personnel à la merci d'une révocation administrative sans appel ? (5)

En fait tout se passe comme si les changements d'orientation du gouvernement n'avaient pour finalité que de satisfaire des exigences

externes, celles qui donnent la respectabilité à travers une démocratie « à l'occidentale » de pure façade et un ralliement de pure forme à l'économie de marché. Dans ces conditions, et même si les choses ne sont pas aussi simples, il devient plus aisé de comprendre l'état de détresse de toute forme d'opposition politique anti-ZANU. Il est encore impossible de faire quoique ce soit sans passer par le parti au pouvoir depuis la création du régime. Seuls ceux qui n'ont plus rien à perdre, ou qui ont des positions de repli à l'étranger, peuvent prendre le risque de l'affronter. C'est le cas d'Edgar Tekere ou de Ndabaningi Sithole qui vit en exil « volontaire » aux États-Unis. Toutefois, la véritable opposition se trouve à l'intérieur du parti dominant et il semble que son activité devienne de moins en moins feutrée.

Comme à Moscou, les réformateurs sont dans le parti et au plus haut niveau. Le plus en vue en ce moment est Eddison Zvogbo. Il fut à l'époque des accords de Lancaster House un flamboyant porte-parole de la ZANU prenant des positions très dures auprès desquelles celles de son chef, Robert Mugabe passaient pour modérées. Aujourd'hui, ministre d'État, membre influent du bureau politique, entrepreneur prospère à Masvingo, tenu pour chef de file du puissant « clan » Karanga et très lié au

(3) Pourvu que les entrepreneurs soient africains, ou plus exactement, « indigènes » ainsi que le précisent les textes officiels qui définissent les conditions d'accès aux prêts.

(4) Voir L. Mhlaba, *Horizon*, Harare, n° 1, septembre 1991.

(5) Les étudiants et les fermiers blancs, groupes qui pour des raisons différentes rassemblent d'authentiques privilégiés, constituent deux cibles de choix sur lesquelles s'exerce non sans arrière-pensées démagogiques la sévérité gouvernementale.

groupe des hommes d'affaires africains qui comptent dans le pays (6), Zvogbo est aussi à la tête d'une perestroïka rampante. Il tient en public des propos qui l'auraient assurément fait lyncher il y a dix ans. Devenu l'apôtre du plan d'ajustement structurel, il prône l'enrichissement individuel et dénonce l'« incrustation » des leaders historiques (7).

Le changement à la tête de l'État et un début de circulation des élites risquent fort de se produire à travers un changement d'alliance au sein du bureau politique, voire du comité central. Ils s'effectueraient au profit de Zvogbo ou d'un autre, de sa clientèle ou d'une autre. En tout cas, un tel scénario semble plus probable qu'un changement initié par les urnes et la compétition interpartisane. Celui qui contrôlera le parti aura toutes les chances de contrôler les élections de 1995. Encore une fois, les électeurs risquent d'avoir peu de chance de donner de la voix et seront mis devant le fait accompli de la compétition intra-partisane.

Tout ce qui précède confirme une grande disparité entre différents niveaux de fonctionnement du politique. La manière dont est gouverné le pays, c'est-à-dire centralisatrice et autoritaire, n'a pas grand chose à voir avec l'image d'indépendance et de démocratie que celui-ci cultive sur la scène internationale. Toutefois, ce jeu d'images ne peut exister sans la complicité des partenaires. Ainsi, la bénédiction accordée par George Bush à Robert Mugabe semble plus motivée par l'attitude adoptée par le Zimbabwe alors qu'il siégeait au Conseil de sécurité pendant la guerre du Golfe que par le ralliement au multipartisme qui n'est pour le moment qu'une formule de style conservée dans la

constitution. De même sont largement conditionnées par les contraintes régionales de l'Afrique australe, les possibilités de se distinguer ou de donner des leçons. L'exemplarité de l'expérience zimbabwéenne, dont le bilan est loin d'être négatif comparé au chaos ou à l'inacceptable qui régnait hier encore chez la plupart de ses voisins, risque fort de pâlir dans l'hypothèse où l'Afrique du Sud parviendrait à asseoir un système démocratique pluraliste.

Cependant, si elles sont déterminantes pour expliquer certains effets conjoncturels, toutes ces contraintes externes ne suffisent pas à résoudre les questions que soulèvent la concentration du pouvoir et l'impuissance d'une opposition. Autrement dit, l'inadéquation de la situation au modèle de la démocratie occidentale n'est pas à imputer directement à la mauvaise volonté ou à l'incompétence des acteurs, du gouvernement comme de l'opposition. Les récents développements de la politique zimbabwéenne illustrent surtout le décalage existant entre un parti-État incapable de produire d'autres normes que celles d'un style de commandement dont l'héritage colonial est souvent patent et les valeurs d'une société locale vigoureuse bien que fortement comprimée, aussi imperméable à la logique de l'État qu'à celle des partis.

Patrick Quantin

(6) Voir *Africa Confidential*, vol. 32, n° 17, 30 août 1991, pp. 6-7.

(7) Extraits d'un discours prononcé en mai 1991 : « Les gouvernements doivent être élus librement et les leaders ne doivent pas abuser de l'hospitalité. » Ou encore, « La richesse accumulée honnêtement et légalement est digne d'éloge. » Rapporté par *Moto*, juillet 1991.